

CONGO KINSHASA

Le Congo Kinshasa est situé en Afrique équatoriale et englobe presque tout le bassin du fleuve Congo. Sa superficie est de 2.345.409 km², tandis que sa population, d'après une évaluation de 1966, s'élève à 16.664.000 habitants. Autrefois colonie belge, il est indépendant depuis le 30 juin 1960. 55% du territoire sont couverts de forêts à régime pluvial. Les ressources minières sont considérables (cuivre, cobalt, uranium). Le Congo est le pays du monde qui fournit le plus de diamants (32% de la fourniture globale).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

La Banque nationale du Congo a été fondée par un décret-loi du 23 février 1961, elle commença à exercer ses activités en reprenant l'organisation et les activités au Congo de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda Urundi cette dernière, le 4 août 1961, s'est divisée en Banque nationale du Congo et en Banque d'émission du Ruanda et du Burundi.

Lorsque le Congo Kinshasa eut obtenu son indépendance, l'union monétaire qui l'unissait au Ruanda Urundi prit également fin. La Banque nationale du Congo a l'exclusivité de l'émission du franc congolais et est la seule à fonctionner comme banque centrale. Au début le franc congolais fut aligné au franc belge (50 francs pour un dollar), mais dès novembre 1961 le taux du change a été porté

politique sur le crédit et le contrôle des dispositions en vigueur à cet égard pour en assurer l'application correcte. A cette fin la Banque a la faculté: de fixer les taux débiteurs et créditeurs qui devront être pratiqués par les banques, d'exiger que ces dernières maintiennent des dépôts dont le montant est déterminé à la Banque centrale elle-même, d'établir les coefficients obligatoires entre des postes déterminés de l'actif et du passif, d'imposer un plafond aux octrois de crédit aussi bien pour le montant global de ceux-ci que pour le montant à accorder à chaque catégorie, de fixer les conditions auxquelles les banques doivent subordonner l'octroi du crédit, de même que les conditions auxquelles le réescompte peut leur être consenti.

Les banques commerciales, en fait, étant donné le faible volume de crédit qu'elles octroient ont toujours eu des disponibilités supérieures à leurs besoins courants. La Banque centrale, par conséquent, n'a jamais eu à leur fournir des liquidités ni sous forme de réescomptes, ni sous forme d'avances. Cette Banque n'ayant fixé aucune limite à son champ d'activités, peut fonctionner non seulement comme la banque des banques à l'égard des autres instituts financiers et même des administrations gouvernementales mais aussi à l'égard des particuliers. De plus un décret du Président de la République a décidé le transfert à la Banque centrale de la comptabilité de la CECOMIN (société à participation gouvernementale qui a remplacé l'Union minière pour l'exploitation des ressources des gisements miniers).

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ÉTAT

Les activités de la Banque centrale ont été constamment conditionnées par la nécessité de pourvoir aux besoins financiers de l'Etat. L'extrême désorganisation de la politique et de l'administration de ce Pays au moment où il obtint son indépendance, ainsi

que les difficultés qui se sont accumulées pour former une nouvelle classe dirigeante susceptible de combler les vides laissés dans tous les secteurs par le départ du personnel de direction européen sont des événements bien connus. Pendant plusieurs années la principale source de financement de l'Etat a été la Banque nationale laquelle, cependant, n'a pu faire face aux exigences du Trésor que par une augmentation de la circulation monétaire.

La réforme de la monnaie effectuée en 1967 est une partie intégrante d'un plus vaste plan de redressement des finances de l'Etat (élaboré par la Banque centrale en collaboration avec les experts du Fonds monétaire international et du Ministère des Finances); cette réforme avait pour but de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses du budget de l'Etat tout en améliorant la balance des paiements.

A l'intérieur du Pays, les pivots de cette réforme furent les suivants: consolider la dette publique à l'égard de la Banque centrale; rechercher de nouvelles sources de revenus; contrôler les prix et les salaires (en déterminant les plafonds des pourcentages d'augmentation); imposer des crédits maxima. En ce qui concerne les relations extérieures ces pivots ont été constitués par l'adoption d'un taux de change plus réaliste et par la centralisation à la Banque nationale de l'office des changes. Bien que n'ayant pas encore atteint tous ces objectifs cette réforme a donné des résultats importants. Dans les trois années 1967-1969 la création de nouvelles liquidités pour satisfaire aux besoins du Trésor a subi une réduction considérable. En effet, au cours de cette période, le solde courant enregistré était actif, et quand bien même la forte augmentation des dépenses du compte capital ait provoqué un découvert plus important d'année en année, celui-ci a été en grande partie financé par des crédits obtenus de l'étranger et non par le financement monétaire intérieur. On a assaini le déséquilibre de la balance des paie-

ments et on a même enregistré un solde actif dans les rapports avec l'étranger qui a permis de constituer une réserve appréciable d'or et de devises.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET DU CRÉDIT

Après la réforme monétaire l'activité de la Banque centrale, ainsi qu'il a été dit, a surtout tendu à éviter l'érosion du pouvoir d'achat de la monnaie provenant d'un accroissement trop rapide des moyens de paiement, en contrebalançant, toutefois, cette exigence par la nécessité de favoriser et de soutenir l'expansion de la production. On a poursuivi ces objectifs à l'aide d'un ensemble de règles et de recommandations adressées aux banques afin de limiter l'octroi du crédit et de le répartir parmi les divers secteurs économiques en vue de satisfaire tout d'abord les besoins de la production agricole et ensuite ceux de l'industrie. C'est ainsi, qu'à partir de 1967, le plafond de crédit attribué à chaque banque a été divisé en deux éléments: le premier, et le plus important, était lié à des financements pour les activités prioritaires, le second restant libre. En février 1968, ce système a été renforcé par la création d'un plafond spécial de crédit à taux favorable autorisé individuellement par la Banque centrale pour financer les initiatives présentant un intérêt considérable en vue de l'expansion économique du Pays. Il a été interdit aux banques commerciales d'accorder du crédit aux sociétés ayant un rapport trop faible entre le montant total de leur capital propre et leurs dettes à long terme comme avec leurs immobilisations de nature technique. En même temps, les entreprises ont été priées d'utiliser avec plus de fréquence les moyens de financement étrangers pour leurs importations et leurs besoins à long terme en vue d'investissements permanents.

La Banque centrale a, enfin, créé la Centrale des risques vers laquelle viennent affluer les renseignements concernant les prêts de

plus de 1.000 zaïres consentis par les banques ou par les instituts spécialisés. Les crédits octroyés et employés y sont regroupés et classés d'après divers critères (activités, forme, objet et localisation) susceptibles de fournir les informations voulues en vue d'harmoniser la politique du crédit avec les buts de l'expansion économique du Pays.

LE SYSTÈME BANCAIRE

La composition du système bancaire congolais est la suivante: six banques commerciales (Banque du Congo; Banque belge d'Afrique; Société congolaise de banque; Crédit congolais; Banque de Paris et des Pays Bas; Banque de Kinshasa); quatre instituts financiers (Société de crédit aux classes moyennes et à l'industrie; Institut national de sécurité sociale; Office national du logement; Caisse d'épargne du Congo); une banque de développement (Société congolaise de financement du développement - SO.CO.FI.DE).

Bien qu'il n'en fasse pas partie au strict sens de l'expression, l'Office des Chèques Postaux peut être inclus dans le système bancaire; en 1969 il est devenu un établissement public autonome doté de la personnalité juridique et de l'autonomie patrimoniale. Etant donnée la capillarité de son organisation, cet office joue un rôle important dans la collecte de l'épargne et contribue indirectement au financement du Trésor.

Toutes les banques commerciales appartiennent à des étrangers, sauf la Banque de Kinshasa; au cours de ces dernières années, cependant, l'Etat a pris des parts dans la Société congolaise de banque (25%), dans la Banque belge d'Afrique (18,8%), dans la Banque du Congo (12,5%), ainsi que dans la Banque de Kinshasa à la création de laquelle il a participé directement en souscrivant 20% de son capital.

La Caisse d'épargne du Congo est comprise parmi les instituts financiers et non parmi les banques commerciales, du fait qu'elle n'exerce pas véritablement des activités bancaires. Elle se limite, en effet, à collecter des dépôts d'épargne qu'elle réemploie sous forme de prêts accordés à l'Etat et aux entreprises privées.

Parmi les institutions financières, un rôle important est joué par la Société de crédit aux classes moyennes et à l'industrie; cette dernière a pour mission de financer à moyen et long terme les petites industries et entreprises artisanales, agricoles et commerciales.

La banque de développement: SO.CO.FI.DE. a été créée le 9 janvier 1970 avec pour objet la promotion d'investissements productifs octroyant sous diverses formes des concours financiers à moyen et long terme aux entreprises du secteur privé, et dans certaines limites à des entreprises mixtes. Elle devra financer principalement les entreprises industrielles de moyennes et grandes dimensions. Participent au capital de cette banque: l'Etat congolais en même temps que la Société financière internationale (une filiale de la Banque Mondiale), la Banque centrale et des capitalistes privés congolais et étrangers.

En principe les banques commerciales exigent pour l'ouverture des comptes un dépôt minimum qui varie selon les banques entre 100 et 200 zaïres. Il est versé un intérêt de 0,5% sur les dépôts en compte courant, et sur les dépôts d'épargne cet intérêt varie entre 0,5% et 1% pour les dépôts remboursables à vue, tandis qu'il est de 4% pour les dépôts à terme.

Les banques consentent des prêts sous forme d'avances sur compte courant, ce concours est habituellement à court terme, et exceptionnellement à moyen terme. Les banques elles-mêmes doivent avoir à la Banque centrale un compte courant libre car elles sont tenues d'y déposer tout le numéraire excédant leurs besoins de caisse.